



SERVICES TECHNIQUES URBAINS ET INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

SOMMAIRE

1. Agenda	1
2. Architecture bâtiment, logistique et énergie	2
2.1 Génie énergétique.....	2
2.2 Gestion des bâtiments.....	5
3. Infrastructures publiques et réseaux	6
3.1 Patrimoine de voirie.....	6
3.2 Eau et assainissement	9
3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales.....	13
4. Ingénierie écologique.....	13
4.1 Nature et paysage urbain	13
4.2 Environnement	15
4.3 Déchets et propreté.....	18
5. Transversal Services Techniques Territoriaux	20

1. AGENDA

Rencontres territoriales du patrimoine historique : protéger et rendre accessible le patrimoine historique ?

27 mars 2014, Paris (INSET Montpellier / AITF / Louvre / CNFPT Pole Culture Nancy)

L'achat public d'énergie : connaître les règles de mise en concurrence des fournisseurs

17 avril 2014, Montpellier (INSET Montpellier)

Journée technique sur les eaux pluviales, enjeux, solutions technique et environnementales et nouvelles compétences

16 mai 2014, Montpellier - (INSET Montpellier / AITF)

Journée d'actualité « La mise aux normes des déchèteries »

20 mai 2014 Montpellier - (INSET Montpellier)

Les agendas d'accessibilité programmée (AdAP), le design et la conception universelle au service de l'accessibilité

24 juin 2014, Montpellier – (INSET Montpellier / Ecole de Design Nantes)

Les collectivités face à leurs responsabilités écologiques : voir les services éco systémiques comme des leviers pour les territoires urbains

26 juin 2014, Lyon – (INSET Montpellier / CEREMA)

2. ARCHITECTURE BATIMENT, LOGISTIQUE ET ENERGIE

2.1 Génie énergétique

Rénovation énergétique obligatoire : la pression monte / BEIDELER JULIEN

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5753, 28/02/2014, p. 14-15

L'amélioration des performances énergétiques de l'habitat ne motive pas les français et ne suffit donc pas à dynamiser le marché. D'où l'idée, de plus en plus saillante, d'une obligation. Par étapes et à long terme.

La filière hydroélectrique cherche ses marques dans les Pyrénées

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5753, 28/02/2014

L'hydroélectricité dans les Pyrénées s'apprête à vivre une mutation avec le nouveau classement des cours d'eau qui implique la mise aux normes environnementale des ouvrages et le renouvellement attendu des concessions.

Des associations présentent leur propre projet de loi sur la transition énergétique / LENORMAND ANNE

LOCALTIS.INFO, 26/02/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&did=1250264226516&cid=1250266706371>

Lasses d'attendre le projet de loi de programmation sur la transition énergétique et craignant un texte moins ambitieux que prévu, plusieurs associations environnementales ont présenté ce 26 février leur propre version du projet de loi.

Signature de deux chartes pour la rénovation énergétique / Bessi Sylvie

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5752, 21/02/2014, p. 73

Deux chartes ont été signées à la Maison de l'habitat, en faveur de la rénovation énergétique des bâtiments. "La charte pour l'efficacité énergétique des bâtiments tertiaires publics et privés" et "la charte pour la plate-forme essonnoise de la rénovation énergétique".

Urbanisme - Les écoquartiers tiennent enfin leurs promesses / FARRUGIA-TAYAR CLAUDINE, LESQUEL EMMANUELLE

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2209, 17/02/2014, p. 19-24

Des objectifs ambitieux, mais des choix parfois empiriques : sobriété énergétique, gestion intelligente des eaux et déchets... vertueux sur le papier, les premiers écoquartiers ont souvent été conçus sans référentiel. Un label existe depuis fin 2012.

- des expériences : Trilport (Seine-et-Marne) ; Mellé (Ille-et-Vilaine) ; Vélizy-Villacoublay (Yvelines) ; faux-la-Montagne (Creuse)

- « Le territoire doit s'approprier les leviers de la transition énergétique » - Selon Thierry Vincent, responsable « développement et prospective » à l'Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies en Ile-de-France, l'écoquartier cède la place à la « ville intelligente ».

<http://www.certu-catalogue.fr/quels-espaces-publics-pour-les-ecoquartiers.html>

<http://www.certu-catalogue.fr/urbanisme-et-habitat/projets-urbains-et-quartiers-durables.html?p=1>

Loi MAPAM : la nouvelle carte des compétences en matière d'environnement et de transports

LOCALTIS.INFO, 17/02/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266653380&cid=1250266626324>

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite Mapam, a apporté de nombreux changements dans l'exercice des compétences des différents niveaux de collectivités dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et des transports. Elle introduit aussi de nouvelles responsabilités en matière de gestion des milieux aquatiques ou d'organisation de la mobilité, notamment. Gros plan sur ces modifications qui méritent d'être explicitées.

Arcueil et Gentilly (Val-de-Marne). Un réseau de chaleur fait renaître la géothermie profonde en Ile-de-France / PACHEN-LEFEVRE MARIE-HELENE, FONTAINE CECILE

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2209, 17/02/2014, p. 31

Les travaux de forage ont commencé. Un réseau de chaleur approvisionné par la nappe du Dogger alimentera, à terme, 10 000 foyers. Un projet qui s'est appuyé sur les compétences du syndicat intercommunal Sipperec.

Les chaufferies biomasses espèrent un second souffle / BRAUN PASCALE

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5751, 14/02/2014, p. 76

Choix durable ou feu de paille ? La Lorraine a inauguré et mis en chantier en 2013 trois centrales à biomasse, soit un investissement cumulé de 110 millions d'euros et une consommation annuelle de 240 000 tonnes de bois.

Valorisation énergétique des systèmes d'assainissement : l'agence de l'eau RMC lance un appel à projets

Lagazettedescommunes.com, 13/02/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/220742/valorisation-energetique-des-systemes-dassainissement-lagence-de-leau-rmc-lance-un-appel-a-projets/>

Ouvert depuis le 20 janvier et jusqu'au 11 juillet 2014, l'appel à projets lancé par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (RMC) vise les projets (opérationnels ou d'accompagnement à l'innovation) portant sur la récupération ou la production d'énergie à partir des eaux usées.

Energie : le Médiateur jette un pavé dans la mare en envisageant une « entreprise publique de réseau » / SCHNEID OLIVIER

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 12/02/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/220612/le-mediateur-jette-un-pave-dans-la-mare-en-envisageant-une-entreprise-publique-de-reseau/>

Deux mois et demi après sa nomination comme Médiateur national de l'énergie, l'ancien député PS des Côtes d'Armor Jean Gaubert a été auditionné, mercredi 12 février 2014, par la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale. Notamment interrogé sur l'état des réseaux de distribution d'électricité, jugé moyen voire vétuste par nombre d'élus locaux, il a suggéré aux parlementaires de songer, dans le cadre des débats à venir sur la future loi de transition énergétique, à rendre ERDF plus indépendante de sa maison-mère EDF, voire à lui donner une indépendance complète.

<http://www.lagazettedescommunes.com/telechargements/Cour-des-Comptes-concessions.pdf>

Chiffres clés de l'énergie - Édition 2013 - Repères - Février 2014 / COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE

COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE, 11/02/2014

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Chiffres-cles-de-l-energie-Edition,37489.html>

La publication annuelle des « Chiffres clés de l'énergie », par le Service de l'observation et des statistiques, vise à mettre à disposition d'un large public les éléments clés des questions énergétiques en France et dans le monde. En prenant du recul dans le temps, autant que les données le permettent, tableaux et graphiques montrent les principales évolutions à l'œuvre, et s'efforcent de fournir des éléments utiles, notamment après le débat du premier semestre 2013 consacré à la transition énergétique.

http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Rep_-_chiffres_energie.pdf

Tarification sociale et précarité énergétique

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 11/02/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/220231/tarification-sociale-et-precarite-energetique/>

La loi a institué des tarifs sociaux en matière de vente d'électricité et de gaz naturel. Le régime juridique de cette tarification sociale a évolué ces dernières années en vue de fluidifier le dispositif, mais des progrès restent à réaliser.

Service public de l'efficacité énergétique : quel financement choisir? / LUNEAU SYLVIE

TECHNI.CITES, n° 263, 08/02/2014, p. 12-13

La Picardie a été la première région à s'engager dans un service public de l'efficacité énergétique (SPEE). L'Alsace lui emboîte le pas. Certaines régions testent d'autres formes juridiques de financement pour aider à la rénovation thermique des logements : SEM, SPL ou régie : quelle structure porteuse choisir?

Philippe Martin veut renforcer le fonds Chaleur / AFP

LOCALTIS.INFO, 06/02/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266601865&cid=1250266596920>

Le ministre de l'Ecologie et de l'Energie Philippe Martin a annoncé ce 6 février, lors d'un colloque organisé par le Syndicat des énergies renouvelables (SER), qu'il souhaitait renforcer l'an prochain le fonds Chaleur, une enveloppe de subventions publiques dédiées au chauffage issu d'énergies renouvelables, comme le bois notamment. Alors que les énergies renouvelables électriques (solaire, éolien, etc.) occupent une large part du débat politique et médiatique sur les énergies renouvelables, la production de chauffage renouvelable, qui réduit nettement les émissions de CO2, ne doit pas être oubliée, selon Philippe Martin. "C'est là que notre effort doit être le plus grand", a-t-il estimé.

Loi sur la transition énergétique : le grand flou / DESCAMPS OLIVIER

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 03/02/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/218929/loi-sur-la-transition-energetique-le-grand-flou/>

Réunis à Dunkerque pour les quizièmes assises territoriales de l'énergie, les représentants des collectivités espéraient un signe du gouvernement... En vain. Six mois après la fin du débat national, les contours du projet de loi sur la transition énergétique ne sont toujours pas dessinés.

<http://www.lagazettedescommunes.com/218293/projet-de-loi-energie-linquietude-des-acteurs-en-transition-energetique/>

Rénovation thermique des bâtiments : un chantier prioritaire entouré de zones d'ombre / GRAINDORGE JOEL

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 03/02/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/?p=219108>

Ce n'est pas nouveau. L'amélioration de la performance énergétique des bâtiments est un objectif prioritaire puisque ce secteur consomme 40% de l'énergie finale et produit près de 25% des gaz à effet de serre émis en France. Mais se donne-t-on véritablement les moyens d'agir ?

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028143596&categorieLien=id>

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=A337BE6802F596CA2CF4D8FC4DE9509E.tpdjo17v_2?cidTexte=JORFTEXT000028408754&categorieLien=id

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=B38F3DCAB2C6F8348FF00F7F3DE5F6EB.tpdjo07v_3?cidTexte=JORFTEXT000028410529&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028408162

Une rénovation thermique du bâtiment trans-Manche / LECOCQ FRANCOIS

Maires de France, n° 310, 02/2014, p. 49

À Outreau (Pas-de-Calais), dans le cadre d'un programme européen d'échange franco-britannique, 2 bailleurs sociaux innovent dans la rénovation thermique : expérimentations techniques, industrialisation des solutions, sensibilisation des habitants.

Bâtiment : programmer des bureaux à énergie positive / TUBIANA FABIAN

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1724, 01/02/2014, p. 42-48

De la conception à l'exploitation, le maître d'ouvrage d'un bâtiment de bureaux à énergie positive doit être encore plus exigeant vis-à-vis des entreprises de travaux, des exploitants et des futurs utilisateurs. Et doit les associer à ses choix le plus tôt possible au cours du projet.

www.certivea.fr

www.green-office.fr

www.guide-bepos.com

www.prd-office.com

C'est beau une route la nuit / BATTAGLINI SEBASTIEN

REVUE GENERALE DES ROUTES ET DES AERODROMES, n° 917-918, 31/01/2014, p. 42-44

La recherche des économies d'énergie touche tous les secteurs. Celui de l'éclairage urbain est au cœur d'un enjeu fort pour les collectivités locales qui veulent réduire leur consommation électrique. Lauréat d'un appel à projet gouvernemental, Malet a développé le procédé Lumiroute qui mélange finement, intimement, son expertise routière en développant un enrobé routier clair et ce qui se fait de mieux en termes d'éclairages. Limoges est le théâtre d'une expérimentation de trois ans.

2.2 Gestion des bâtiments

La résistance aux séismes a changé d'ère / NICOLAS JULIE

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5753, 28/02/2014, p. 40-41

Avec la fin des règles PS 92, l'Eurocode 8, assorti de son annexe nationale, est le texte qui régit la construction parasismique en France. Désormais, les deux tiers du territoire contre un quart précédemment sont concernés.

Accessibilité : le rendez-vous manqué de 2015 / CABIRON CHRISTINE

TRANSPORT PUBLIC : LE MAGAZINE QUI FAIT CIRCULER LES IDEES, 02/2014, p. 26-31

La concertation nationale sur la mise en accessibilité du cadre bâti et des transports publics vient de s'achever

Accessibilité : la mise aux normes des ERP, c'est pour l'an prochain / TRICOT HENRI

Maires de France, n° 310, 02/2014, p. 58-59

L'accessibilité des établissements recevant du public aux personnes à mobilité réduite se heurte à plusieurs difficultés. De plus, pour les bureaux de vote, l'échéance est applicable immédiatement et non en 2015.

Accessibilité : "mobilisation sans précédent" du gouvernement / ESCUDIE JEAN NOEL

LOCALTIS.INFO, 14/02/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266647425&cid=1250266644743>

Marie-Arlette Carlotti, la ministre déléguée chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion, tire les conséquences du comité interministériel du handicap de septembre dernier (voir notre article ci-contre du 26 septembre 2013), ainsi que de la concertation qui s'en est suivie. Elle annonce en effet, à travers diverses mesures, une "mobilisation sans précédent" du gouvernement en faveur de l'accessibilité universelle.

Il s'agit, en l'occurrence, d'accompagner la mise en place des futurs agendas d'accessibilité programmée (AD'AP), issus du rapport de la sénatrice Claire-Lise Campion (voir notre article ci-contre du 4 mars 2013) et validés par le comité interministériel du handicap du 25 septembre. Les AD'AP ne sont en effet rien d'autre que la reconnaissance officielle - longtemps retardée - de l'impossibilité d'atteindre l'objectif d'accessibilité universelle, dont la loi Handicap du 11 février 2005 fixe l'échéance au 1er janvier 2015.

<http://www.social-sante.gouv.fr/actualite-presse,42/communiqués,2322/accessibilite-universelle-une,17040.html>

Responsabilité des constructeurs : troubles anormaux de voisinage, quoi de neuf ? / CROIX CYRIL, TREILLE Pauline

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5751, 14/02/2014, p. 50-51

L'évolution de l'action pour trouble anormal de voisinage, couplée à la réforme de la prescription civile, se révèle protectrice pour le maître d'ouvrage : il peut désormais agir contre les constructeurs, tandis que le délai ouvert à la victime est raccourci.

Accessibilité : un guide du Défenseur des droits pour les collectivités

LEMONITEUR.FR, 06/02/2014

<http://www.lemoniteur.fr/131-etat-et-collectivites/article/actualite/23630697-accessibilite-un-guide-du-defenseur-des-droits-pour-les-collectivites>

Comment rendre mairies, musées ou écoles accessibles aux handicapés ? Le Défenseur des droits Dominique Baudis publie un guide pratique à l'attention des collectivités territoriales, à un an de l'échéance de 2015 que de nombreuses communes auront du mal à respecter.

http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/upload/nluniffee/pjs/201401_defenseur_des_droits_guide_accessibilite_recadre3.pdf

Biodiversité : un label pour l'immobilier / DELMOLINO ALEXANDRA

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1724, 01/02/2014, p. 16

L'obtention du label reposera sur une triple évaluation : un audit d'un assesseur accrédité, un contrôle par le cabinet Deloitte et une validation finale du Cibi.

La Rochelle : un parc pilote bas carbone dédié à la filière du bâtiment durable et à la transition énergétique

REVUE DES COLLECTIVITES LOCALES, n° 449, 01/02/2014, p. 22-23

Très engagée en faveur de l'environnement et du développement durable, la Communauté d'agglomération de La Rochelle a saisi l'opportunité de la rétrocession d'un site militaire, pour développer un projet urbain ambitieux, véritable vitrine technologique, économique et sociale du quartier durable de demain : le parc Atlantech. Ce grand projet, spécialisé dans la conception ou la réhabilitation d'îlots urbains "bas carbone", répond aux enjeux de la ville durable et mobilise un champ large de compétences autour de la réhabilitation des bâtiments, de l'éco construction, de l'éco mobilité, de la production d'énergie et de son utilisation optimale à l'échelle d'un îlot. Il a pour objectif de développer des activités innovantes dans les secteurs de la réhabilitation de bâtiments, de l'éco mobilité et des énergies renouvelables.

Accessibilité : une nouvelle feuille de route / KLAAS BLANDINE

REVUE DES COLLECTIVITES LOCALES, n° 449, 01/02/2014, p. 30-39

2015 ne sera pas l'année de l'égalité pour tous. Et pour cause, une grande partie des travaux et aménagements prévus par la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées n'a toujours pas été réalisée. La mobilisation est relancée. Dossier :

Rendre les bâtiments accessibles autrement ?

Mettre en place une signalétique accessible.

Les transports publics face à l'échéance de 2015.

Trois questions à Marie-Arlette Carlotti, ministre déléguée chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Guides pratiques.

Reconversion de la halle du Carreau du Temple / MAILLARD Carol

CAHIERS TECHNIQUES DU BATIMENT (LES), n° 330, 01/02/2014, p. 18-24

La restructuration de cette halle historique a nécessité un certain nombre de techniques complexes adaptées au contexte contraint, que ce soit en reprise de sous-œuvre ou en traitement des façades, de la structure et de l'acoustique.

Une maison bioclimatique entièrement isolée à la paille / D'ERCEVILLE Hubert

CAHIERS TECHNIQUES DU BATIMENT (LES), n° 330, 01/02/2014, p. 34-36

Isolation et inertie thermique efficaces, retour énergétique performant, espaces agréables à vivre... tous les objectifs de cette maison bioclimatique sont atteints. Mais la mise en œuvre de matériaux naturels comme la paille, la terre ou l'argile réclame un savoir-faire technique de spécialistes.

Logements et crèche bioclimatiques en ville / DUFFAURE-GALLAIS ISABELLE

LEMONITEUR.FR, n° 5749, 31/01/2014, p. 39-41

<http://services.lemoniteur.fr/archive/23587266>

La RIVP achève la construction de 131 logements sociaux et d'une crèche au cœur de la capitale. Performance énergétique et qualité environnementale ont dicté les choix techniques et architecturaux.

3. INFRASTRUCTURES PUBLIQUES ET RESEAUX

3.1 Patrimoine de voirie

La réforme "anti-endommagement des réseaux"

COURRIER DES MAIRES ET DES ELUS LOCAUX (LE), n° 276, 02/2014, p. 39-40

La réforme dite "anti-endommagement des réseaux", issue de la loi "Grenelle 2", a modifié la réglementation en matière de travaux réalisés à proximité des réseaux et mis en place un dispositif de guichet unique. Son objectif est d'améliorer la qualité des informations relatives aux réseaux.

Dépenser juste / ONFIELD JEAN-NOEL

ROUTE ACTUALITE, n° 213, 02/2014, p. 10-11

Des ressources limitées n'interdisent pas d'avoir une ambition dans le domaine des déplacements urbains. Démonstration avec l'approche d'Amiens Métropole qui a repensé sa politique pour répondre au double défi d'une mobilité durable et de budgets contraints.

Coupler le revêtement et les luminaires pour éclairer "juste" / BAUMANN OLIVIER

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5752, 21/02/2014, p. 42-43

<http://services.lemoniteur.fr/archive/23714196>

Limoges Métropole expérimente le procédé Lumiroute, développé par Malet et Spie Batignolles Energie. En combinant enrobés clairs et éclairage LED, il permettrait d'économiser entre 38 et 63% d'énergie par rapport à une solution classique.

Des évolutions du Code de la route bientôt annoncées

Club Technique / La Gazette des Communes, 21/02/14

<http://www.lagazettedescommunes.com/222117/des-evolutions-du-code-de-la-route-bientot-annoncees-2/>

Le ministre des Transports Frédéric Cuvillier, qui avait mis en place un groupe de travail interministériel en juin 2013, devrait faire part de ses arbitrages début mars dans le cadre d'un Plan "Mobilités actives". En exclusivité, voici les mesures susceptibles d'aboutir, dont la suppression de la règle des 50 km/h en agglomération.

Dans les quartiers nord de Marseille, la galère des transports pèse sur l'emploi / ZAPPI Sylvia

MONDE (LE), 15/02/2014, p. 11

La question des transports et son corollaire, le désenclavement des quartiers nord est un des sujets qui fâchent à Marseille. Voilà près de soixante-dix ans, depuis le remplacement des vieux tramways par le métro, que la ville voit naître et disparaître des projets censés relier ces quartiers populaires au reste de ville. C'est là-haut qu'on a construit les cités pour loger les ouvriers du port et accueillir les immigrants venus en renfort dans les années 1960. Les aménagements récents ont été réalisés dans le centre-ville ou à l'est de la ville. Le plan de déplacement urbain voté en 2000 comprenait bien une proposition de tramway à destination des quartiers nord, mais il est resté dans les cartons.

Les systèmes de transports intelligents à l'aube d'une ère nouvelle

Club Technique / La Gazette des Communes, 14/02/14

www.lagazettedescommunes.com/221067/les-systemes-de-transports-intelligents-a-laube-dune-ere-nouvelle-2/

Plusieurs mesures favorisant le développement des dispositifs « intelligents » ont été annoncées par le ministre des Transport Frédéric Cuvillier lors de la conférence « Mobilité 2.0 », le 11 février. Les initiatives des collectivités en la matière ne manquent pas, mais il reste à les fédérer

Paris : 200 millions de travaux pour la voirie / GUENOT FREDERIQUE

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5751, 14/02/2014, p. 63

La ville de Paris lance en 2014 pour 200 millions d'euros de travaux d'infrastructures et d'espaces publics (voirie, espaces verts, égouts) contre 182 millions en 2013.

Construire ensemble une voirie partagée / BOILLON Pierre

TECHNI.CITES, n° 263, 08/02/2014, p. 14-15

Entre l'évolution de la réglementation et la multiplicité des enjeux, aménager une voirie partagée est un réel défi. Au service des décideurs et concepteurs, le programme "Une voirie pour tous" met à disposition de multiples ressources. Une démarche partenariale basée sur l'amélioration continue et les retours d'expérience.

Espaces publics : l'accessibilité sur le chemin du compromis / ALBERT MARIE DOUCE

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5750, 07/02/2014, p. 26-29

La loi "handicap" de 2005 demande la mise en accessibilité de toute la voirie urbaine et même si elle n'impose aucune date limite, la tâche à accomplir est titanesque. La concertation est donc de mise.

CSFPT : l'intégration des « ouvriers des parcs et ateliers » fait débat

La Gazette des Communes, 07/02

www.lagazettedescommunes.com/219844/csfpt-lintegration-des-ouvriers-des-parcs-et-ateliers-fait-debat/

Présentés mercredi 5 février au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, deux projets de décrets sur l'intégration et la retraite des ouvriers des parcs et ateliers (OPA), transférés aux départements en 2009, ont été longuement débattus. Alors qu'ils bénéficieront de leurs acquis, la prochaine revalorisation de la carrière des médecins et des puéricultrices a, elle, été jugée insuffisante.

L'AFITF reporte son engagement à financer l'appel à projets TCSP et les CPER

La Gazette des Communes, 06/02

www.lagazettedescommunes.com/219763/lafitf-reporte-son-engagement-a-financer-lappel-a-projets-tcsp-et-les-cper/

Le conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de France (AFITF), réuni le 6 février, a enfin pu adopter son budget 2014. Faute de pouvoir compter sur les ressources de l'éco-taxe poids lourds, elle a décidé de reporter ses engagements en faveur des Contrats de projets État-région (CPER) 2014-2020 et du 3e appel à projets TCSP. Sur ce dernier, aucune annonce ne devrait intervenir avant les municipales de mars prochain.

Le stationnement est-il la clé de la mobilité ? / REMEUR PATRICE

REVUE DES COLLECTIVITES LOCALES, n° 449, 01/02/2014, p. 41-53

Partie intégrante de l'intermodalité, le stationnement s'avère pouvoir être un moteur pour les villes. Dossier Un cadre juridique totalement inadapté. Les enjeux du stationnement, 3 questions à Roland Ries, président du Gard, sénateur-maire de Strasbourg. Le NFC permet d'installer un cercle vertueux, 3 questions à Pierre Métivier, délégué général du forum NFC. Une nouvelle génération de parkings ouverts et connectés.

Poitiers a construit un viaduc pour les bus, les vélos et les piétons / CABIRON CHRISTINE

TRANSPORT PUBLIC : LE MAGAZINE QUI FAIT CIRCULER LES IDEES, n° 1142, 31/01/2014, p. 36-37

Le Grand Poitiers a construit un viaduc réservé aux transports collectifs, cyclistes et piétons. Cet ouvrage est le premier maillon du futur réseau de bus à haut niveau de service. Trois lignes totalisant 48 km, dont les deux tiers en site entièrement protégé, sont en cours d'aménagement. La première devrait être inaugurée en 2017.

Aménagement urbain : matière, art et manière / MARMIER FRANCOISE

REVUE GENERALE DES ROUTES ET DES AERODROMES, n° 917-918, 31/01/2014, p. 15-54

La ville après l'autoroute.

Semi-piétonisation du Vieux-Port de Marseille

Les pierres naturelles en aménagement urbain.

Béton d'aménagement et décoratifs.

Derniers développements et productions de la démarche VECU (Voiries, espaces publics, chantiers d'aménagement urbain)

SACERLIFT, lauréat du concours de l'innovation routière.

Revêtements et lumière, pour éclairer juste.

L'asphalte coulé, matériau d'aménagement urbain intemporel.

Viabilité hivernale

REVUE GENERALE DES ROUTES ET DES AERODROMES, n° 917-918, 31/01/2014, p. 56-76

Viabilité hivernale et changement climatique.

La viabilité hivernale dans un contexte de budget contraint.

Les événements extrêmes.

Gestion de la viabilité hivernale.

Approches opérationnelles, équipements et matériaux.

L'usager en conditions hivernales.

Concours de chasse-neige.

Mobilités douces : à Bordeaux, ça marche ! / ESCOLIN BERTRAND

LEMONITEUR.FR, n° 5749, 31/01/2014, p. 35

<http://services.lemoniteur.fr/archive/23587225>

Le plus ancien des modes doux retrouve sa place dans la ville, comme l'a confirmé le colloque « Le piéton au cœur de la ville », qui s'est tenu à Strasbourg en octobre. Exemple avec Bordeaux, invitée aux débats.

Des stations alliant autopartage électrique, covoiturage, vélos en libre-service et information voyageur
TRANSPORT PUBLIC : LE MAGAZINE QUI FAIT CIRCULER LES IDEES, n° 1142, 31/01/2014, p. 24
D'ici 2015, Marne-la-Vallée va progressivement accueillir 85 stations dédiées à l'électromobilité et aux modes doux. Spécificité du projet : ces stations sont "multiservices".

Le reclassement des routes nationales dans la voirie communale / DUBAIL CHARLES-HENRY
DROIT DE LA VOIRIE ET DU DOMAINE PUBLIC, n° 176, 01/2014, p. 25-26

Le reclassement dans la voirie communale peut intervenir à l'amiable, après l'avis favorable du conseil municipal, mais également d'office en cas de désaccord, par décret en Conseil d'Etat.

3.2 Eau et assainissement

Construire les réseaux d'eau potable (2) : le rôle du maître d'œuvre et de l'entreprise / GRAINDORGE JOEL

FICHES PRATIQUES TECHNIQUES, n° 176, 02/2014, Fiche 03/90

Les opérations de construction et de renouvellement des réseaux doivent s'inscrire dans une démarche de qualité pour assurer leur pérennité. Après celle consacrée au maître d'ouvrage, cette seconde fiche présente les points de vigilance pour le maître d'œuvre et les entreprises de travaux.

Un nouveau syndicat pour mieux sécuriser le Sud manchois / CARROY CHRYSTELLE

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 1/2, 2014, p. 6-8

Neuf collectivités, situées près du mont Saint-Michel, se regroupent pour créer un nouveau syndicat de production d'eau potable. Elles entendent se doter de deux usines d'ultrafiltration interconnectées. Objectif : mieux sécuriser leur alimentation en eau potable et, plus largement celle du sud du département.

S'engager dans l'ingénierie écologique / ROCHE PIERRE-ALAIN

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 1/2, 2014, p. 19

L'Astee, avec ses partenaires associatifs (SHF, Académie de l'eau et Afeid), l'appui de ses sections régionales et le soutien particulier de l'Onema, a rédigé un ouvrage sur l'ingénierie écologique appliquée aux milieux aquatiques.

<http://www.astee.org/publications/bibliographie/collection/fichiers/ouvrages/EpageBD.pdf>

Milieux aquatiques : les substances prioritaires : ce que change la nouvelle directive de 2013 / LE FUR Solène

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 20140102, 01/2014, p. 19-21

La directive 2013/39/UE parue au Journal officiel de l'Union européenne le 28/08/2013 bouleverse les actions engagées sur les substances prioritaires et le suivi de l'état des masses d'eau en introduisant 12 nouvelles substances prioritaires à la liste déjà existante de la directive cadre sur l'eau.

<http://new.eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32013L0039&rid=1>

Eaux urbaines : des choix d'aménagement au suivi « in situ » / VASQUEZ José, DUFRESNE Matthieu, PATOUILLARD Céline, TOURNE Amélie, SOYER Mathilde, DEROUBAIX José-Frédéric, GOVELLO (De) Bernard, HUBERT Gilles, SEBASTIAN Christel, BARRAUD Sylvie, SCHWAGER Julie, IRLES A., THIRIAT J., CLAVERIE Rémi, MOREL Jean-Louis, RUBAN Véronique, ISEL Sandra, ARAUD Q.

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 20140102, 01/2014, p. 23-79

Dossier incluant les articles suivants :

- "Évolutions des dispositifs de gestion des eaux pluviales dans les aménagements urbains"
- "Consolidation d'une méthode d'aide à la gestion des eaux : expérimentation sur les cours d'eau du territoire de la communauté urbaine de Bordeaux"
- "Gestion territoriale des eaux pluviales : les processus d'innovation au sein des collectivités françaises dépendent-ils de leur environnement scientifique ?"
- "Effet d'un bassin de retenue-décantation des eaux pluviales sur les micropolluants : campagnes de mesures dans les eaux et sédiments"
- "Rejets et rétentions d'éléments traces métalliques par les toitures végétalisées : premiers résultats d'une expérimentation « in situ »"
- "Développement d'outils et de méthodologies pour déterminer le débit par mesure de hauteurs d'eau en collecteur de réseau d'assainissement".

Compétence milieux aquatiques : un transfert qui est loin de faire l'unanimité / CYGLER CLEMENT

Maires de France, n° 310, 02/2014, p. 10-11

Le bloc communal devra assurer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Pour des élus locaux, certains aspects restent à éclaircir.

Près d'1,5 million de consommateurs paient pour une eau non conforme UFC-Que Choisir

Localtis.info, 26/02/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266708949&cid=1250266708230>

Malgré quelques progrès enregistrés depuis deux ans, près de 1,5 million de Français reçoivent encore une eau du robinet trop polluée, a souligné ce 26 février l'association UFC-Que-Choisir, en présentant les résultats de sa nouvelle enquête sur la qualité de l'eau.

Traitement des eaux résiduaires urbaines : la France

Lagazettedescommunes.com, 24/02/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/222275/traitement-des-eaux-residuaires-urbaines-la-france-encore-en-retard/>

Régulièrement, la France est confrontée à la mise en œuvre de la directive européenne relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU). Celle-ci impose des obligations de collecte et de traitement des eaux usées avec des niveaux de traitement requis et des échéances de mise en conformité en fonction de la taille de l'agglomération et de la sensibilité du milieu récepteur. Or, la France a été en retard dans quasiment toutes les catégories définies par cette directive.

Assainissement : du contrôle au conseil, les Spanc se diversifient / GARRIGUES ARNAUD, NEDEY FABIENNE

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2210, 24/02/2014, p. 21-26

- Des pratiques à harmoniser dans un cadre enfin stabilisé. Après un démarrage difficile, les services publics d'assainissement non collectif ont aujourd'hui tous les outils pour se professionnaliser et légitimer leur existence auprès des usagers.

- Réhabilitation : jusqu'où faut-il s'engager ? Faire avancer la réhabilitation des installations d'ANC est un enjeu important pour les Spanc qui peuvent choisir différents niveaux d'engagement. En mesurant la part de risques ainsi pris.

- la mise en conformité en trois questions. Les discussions sont vives dans le monde de l'assainissement non collectif et certains points sont souvent mal compris. Voici trois questions-réponses pour comprendre l'enjeu de la réhabilitation des installations.

- expériences : Syndicat des eaux de la Charente-Maritime : un diagnostic de qualité, un tarif maîtrisé, un retard assumé

Maîtrise d'ouvrage privée : CC coeur Lauragais (Haute-Garonne) : l'utilisateur conserve le choix de l'entreprise ; Maîtrise d'ouvrage déléguée : SIEA Beaufort-Sainte-Agnès (Jura) : un service clé en main proposé aux propriétaires

http://www.amf.asso.fr/document/index.asp?DOC_N_ID=11618&refer=?q%3Dassainissement

http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/GUIDE_SPANC_avec_couvertures_02-08-2013.pdf

Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations : une évolution majeure pour les EPCI / GRAINDORGE JOEL

TECHNI.CITES, n° 264, 23/02/2014, p. 46-47

La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a instauré à compter du 1er janvier 2016, une nouvelle compétence obligatoire pour les EPCI à fiscalité propre : la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Loir-et-Cher : un outil cartographique interactif pour l'eau potable / LUNEAU SYLVIE

TECHNI.CITES, n° 264, 23/02/2014, p. 34

Pour mieux gérer son patrimoine eau potable et anticiper le renouvellement des réseaux, le Loir-et-Cher met à disposition des collectivités un outil cartographique interactif établi à l'échelle du département. Cette démarche a été récompensée par un trophée de l'eau de l'agence de l'eau Loir-Bretagne.

Inondations et développement urbain : une alliance possible / COULAUD NATHALIE

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5752, 21/02/2014, p. 32

<http://services.lemoniteur.fr/archive/23714137>

Construire en zone inondable est complexe comme le montre l'actualité récente en Bretagne et dans le Var. Une nouvelle stratégie nationale devrait contribuer à allier développement urbain et prise en compte du risque.

Gestion des eaux pluviales / SYSTEM MEDIA

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5751, 14/02/2014, p. I-V

Plus qu'un lot VRD, la gestion des eaux pluviales s'est aujourd'hui professionnalisée, la préservation de cette ressource étant devenue quasiment indispensable. L'enjeu étant de taille : limiter les inondations, mieux aménager les espaces pour limiter les risques... et même faire des économies !

Contrats de distribution d'eau : la DGCCRF dénonce des clauses abusives - 11 février 2013

Actu-environnement.com, 11/02/14

<http://www.actu-environnement.com/ae/news/contrats-distribution-eau-dgccrf-denonce-clauses-abusives-17780.php4>

Impossibilité pour l'utilisateur de résilier à tout moment son abonnement, de contester la quantité d'eau consommée ou de réclamer des sommes indûment payées : voici quelques exemples de clauses interdites ou considérées comme abusives, relevées au cours de l'enquête de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Prévision des inondations : les deux instances de gouvernance du Schapi fusionnent

Localtis.info, 10/02/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOActu/ArticleActualite&jid=1250266615259&cid=1250266612031>

Un arrêté ministériel, publié au Journal officiel du 8 février 2014, précise la composition et le fonctionnement du conseil d'orientation et d'appui scientifique et technique (Codost) du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (Schapi). Le comité interministériel pour la modernisation de l'action publique du 2 avril 2013 a en effet acté la fusion des deux instances de gouvernance du Schapi, à savoir le conseil d'orientation (Codor) et le conseil scientifique et technique (CST).

Eau polluée : le contentieux des anciennes redevances / WILLIAMSON SIMON, DECHANCE Antoine

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2208, 10/02/2014, p. 46-47

Un certain nombre de litiges sont en cours entre des communes ou leurs groupements et des agences de l'eau dans la mesure où ces dernières n'ont pas respecté les règles de recouvrement des redevances. Des enjeux financiers non négligeables...

Traiter le calcaire collectivement plutôt que dans chaque habitation / LUNEAU SYLVIE

TECHNI.CITES, n° 263, 08/02/2014, p. 16-18

L'entartrage provient de la précipitation du carbonate de calcium présent dans le calcaire. Pour diminuer le TH de l'eau, les collectivités disposent de trois types de traitements : la décarbonatation à la chaux ou à la soude, l'adoucissement par résines échangeuses d'ions et l'électrolyse de l'eau. Revue des avantages et des inconvénients.

Gironde : MAC Eau limite l'épuisement de la ressource / POIROT JEAN-CHRISTOPHE

TECHNI.CITES, n° 263, 08/02/2014, p. 34

Le conseil général de la Gironde pilote un projet d'intérêt européen sur la maîtrise de la consommation d'eau potable des ménages. Baptisé MAC Eau, il vise à modifier les comportements et évaluer la pertinence des dispositifs de réduction de la consommation.

Captages d'eau potable : La Rochelle plante plus de 4000 arbres / LUNEAU SYLVIE

TECHNI.CITES, n° 263, 08/02/2014, p. 35

Fin 2013, La Rochelle a planté 4120 arbres sur 2,5 hectares à proximité de son captage d'eau potable du Varaize, classé prioritaire Grenelle. Cette action fait partie du programme régional Re-Resources qui vise à préserver la qualité de l'eau des captages régionaux.

Eau du robinet : la région s'améliore

MIDI LIBRE, n° 24927, 05/02/2014

L'eau est de bonne qualité. Seuls bémols : la vétusté des réseaux et la présence de pesticides interdits. Rassurer le consommateur, rester vigilant : c'est le message délivré hier par l'agence de santé du Languedoc-Roussillon qui dresse, tous les trois ans, un bilan de la qualité de l'eau du robinet. Etat des lieux.

La FNSEA appelle à la mobilisation contre les « aberrations » de la politique de l'eau ■ 05/02/2014

Lagazettedescommunes.com, 05/02/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/219449/la-fnsea-appelle-a-la-mobilisation-contre-les-aberrations-de-la-politique-de-leau/>

La FNSEA (syndicat majoritaire) appelle les agriculteurs à se mobiliser vendredi 14 février pour démontrer les "aberrations" de la politique de l'eau qui conduisent, selon elle, aux inondations catastrophiques comme celles du Var.

ANC : un suivi chez les particuliers pour évaluer les installations

Lagazettedescommunes.com, 04/02/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/219263/anc-un-suivi-chez-les-particuliers-pour-evaluer-les-installations/>

Comment bien choisir son installation d'assainissement non collectif (ANC) ? Le nombre de dispositifs existant sur le marché complique le choix de l'usager. Quatre départements (14, 53, 69, 22) coordonnent leurs efforts pour suivre le fonctionnement des ouvrages chez les particuliers. Les premiers retours d'expériences ont été présentés le 30 janvier lors du Carrefour des gestions locales de l'eau à Rennes.

Assainissement : que faire des sables souillés retirés des massifs filtrants ?

Actu-environnement.com, 04/02/2014

<http://www.actu-environnement.com/ae/news/assainissement-eaux-usees-sables-souilles-massifs-filtrants-dechets-20646.php4#xtor=EPR-1>

Le colmatage des installations d'assainissement par filtres à sable constitue un problème reconnu. Les Côtes d'Armor se penchent sur les différentes filières de traitement ou de valorisation des sables souillés retirés des massifs filtrants.

Tarification sociale de l'eau : Brest prépare un "chèque eau"

Localtis.info, 3/02/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266573542&cid=1250266558234>

La 15e édition du Carrefour des gestions locales de l'eau (CGLE), qui s'est tenue à Rennes les 29 et 30 janvier, a réuni 8.000 visiteurs et 300 exposants. Parmi les sujets abordés, la tarification sociale de l'eau, avec l'exemple de Brest métropole océane (BMO), qui vient de voter une délibération concernant la mise en place d'un "chèque eau".

Eaux usées : les résidus médicamenteux dans le viseur du Siarn / REY BRAHMI PAULINE

HYDROPLUS, n° 220, 01/02/2014, p. 23

En Bretagne, le Siarn et son délégataire, Saur, viennent de lancer une étude pour mieux connaître et traiter les résidus médicamenteux reçus dans la Step.

Eau potable : sécuriser son approvisionnement / DELMOLINO ALEXANDRA

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1724, 01/02/2014, p. 34-39

Garantes de la qualité du service, les collectivités compétentes en eau potable doivent anticiper les dysfonctionnements éventuels de leurs systèmes de production et faire évoluer leurs outils afin de garantir l'approvisionnement, en qualité et en quantité. Cet objectif de sécurisation passe par le développement des interconnexions et la mobilisation de nouvelles ressources.

Un nouvel institut sur l'eau à Montpellier / REY BRAHMI PAULINE

HYDROPLUS, n° 220, 01/02/2014, p. 11

Un nouveau groupement d'intérêt scientifique (GIS) est en train de voir le jour dans le Sud de la France <http://www.pole-eau.com/>

Eau potable : guide sur la désinfection / REY BRAHMI PAULINE

HYDROPLUS, n° 220, 01/02/2014, p. 12

Guide sur la désinfection réalisé à l'initiative de l'Astee (Association scientifique et technique pour l'eau et l'environnement).

Eau potable : le PVC sous haute surveillance / GIRARD Louis

HYDROPLUS, n° 220, 01/02/2014, p. 18-19

Les matériaux utilisés en eau potable par le passé réservent de mauvaises surprises. Alors que la suppression des branchements en plomb n'est pas encore achevée, les canalisations en polychlorure de vinyle posées dans les années soixante-dix pourraient faire l'objet d'un vaste chantier d'enlèvement. En cause : le chlorure de vinyle monomère (CVM), relargué par certains tronçons en PVC et classé cancérigène avéré.

Assainissement collectif : place aux zones de rejet végétalisées / DELMOLINO ALEXANDRA

HYDROPLUS, n° 220, 01/02/2014, p. 33-35

Baptisées officiellement zones de rejet végétalisées (ZRV), ces dispositifs cristallisent les attentes. Zone tampon sur la qualité et sur l'hydraulique, elles sont aussi recherchées pour leurs atouts paysagers, leurs bénéfices pour la biodiversité et leur aptitude à améliorer les performances épuratoires de la station d'épuration, notamment sur les micropolluants.

Eau potable : la décarbonatation a le vent en poupe / DELMOLINO ALEXANDRA

HYDROPLUS, n° 220, 01/02/2014, p. 56

La dureté qui traduit la teneur en ions calcium et magnésium d'une eau n'est pas réglementée. Mais face à une eau trop incrustante, les exploitants peuvent opter pour un traitement de décarbonatation.

3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales

Domaine public maritime et fluvial : regards sur la jurisprudence juin 2012-septembre 2013 / REZENTHEL ROBERT

DROIT DE LA VOIRIE ET DU DOMAINE PUBLIC, n° 176, 01/2014, p. 27-32

Malgré une meilleure lisibilité des textes résultant de la publication du Code général de la propriété des personnes publiques en 2006, la jurisprudence continue d'être abondante à propos du domaine public maritime et du domaine public fluvial, qu'il s'agisse de leur consistance, de leur occupation, de l'exercice de la police spéciale ou des règles de procédure.

Transport fluvial : Canal Seine-Nord Europe le retour / BOEDEC MORGAN

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1724, 01/02/2014, p. 13

Le Canal Seine-Nord Europe, long de 106 km, devrait relier Compiègne à Douai.

4. INGENIERIE ECOLOGIQUE

4.1 Nature et paysage urbain

L'arbre : un élément du patrimoine historique / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 151, 02/2014, p. 50-51

En 2014, les commémorations du centenaire du premier conflit mondial sont à l'honneur. Aux premiers rangs des éléments permettant la valorisation du territoire, le végétal et le paysage font l'objet d'une importante politique de labellisation, à travers le projet "Forêt d'exception" porté par l'ONF. Dans ce territoire qui porte une symbolique importante, la mise en valeur de la ressource naturelle répond à la fois à des objectifs environnementaux et touristiques.

Quels paillages pour quels usages ? / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 151, 02/2014, p. 22-23

Devenus incontournables dans les massifs, les paillages s'inscrivent dans la logique d'entretien durable des espaces verts parce qu'ils réduisent l'évapotranspiration et permettent de limiter le développement des adventices. Sur le marché, différentes technologies et solutions coexistent, laissant aux gestionnaires des espaces verts, une grande liberté de choix.

Un parc entre les usines d'acier / GESLIN, FELICIE

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5753, 28/02/2014, p. 31

A Saint-Chamond (Loire), l'agence In Situ a investi une portion de la friche industrielle des anciennes usines Giat pour y poser les jalons d'un grand parc qui fera fusionner le passé du site avec le cœur de la cité.

Amélioration et labellisation : Bordeaux s'engage ! / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 151, 02/2014, p. 28-29

Engagée pour l'amélioration de ses modes de gestion des espaces verts depuis 2005, la Ville de Bordeaux a fait le choix de s'appuyer sur une démarche qualité structurée. L'obtention de différents labels et l'adoption de textes régissant les actions sont ainsi venues jaloner un processus qui a progressivement gagné tous les services de la Ville. Près de 20 ans après l'émergence de modes de gestion durables, l'impact sur l'environnement et les coûts de gestion ont ainsi été réduits, tandis que la Ville poursuit son engagement d'amélioration continue.

Pont-Chateau dévoile un patrimoine caché / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 151, 02/2014, p. 40-41

Libéré de la circulation automobile et de l'omniprésence du béton, le centre de Pont-Château vient d'organiser sa mutation autour du Brivet, une rivière récemment remise à jour. Un aménagement ambitieux qui façonne un paysage urbain proche de son patrimoine naturel.

Berges de Saône : un écrin de nature au cœur de Lyon / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 151, 02/2014, p. 42-43

Traversée du Nord au Sud par le Rhône et la Saône qui se rejoignent au sud de la Presqu'île, la Ville de Lyon dispose d'un important linéaire de berges. Pour permettre aux habitants de se réapproprier les rives de Saône, la communauté urbaine du Grand Lyon a assuré la maîtrise d'ouvrage du projet de réhabilitation du Quai Gillet. Sur 1,9km de berges, l'agence Ilex Paysages a ici imaginé une promenade animée, rythmée par des séquences variées, accessibles et naturelles.

Iles et terrils : réhabiliter et reconstruire le paysage / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 151, 02/2014, p. 44-45

Dans le Nord-Pas-De-Calais, le paysage, marqué par des décennies d'exploitation minière, fait l'objet d'une reconquête importante, par le biais de projets ambitieux de revalorisation territoriale. Inauguré début décembre, le parc des Iles de Drocourt, figure au rang de ces projets. Au cœur d'une friche vallonnée, les paysagistes lyonnais de l'agence Ilex ont imaginé une scénographie aquatique qui s'accommode du passé pour offrir au site un futur animé et récréatif.

A Valencienne, l'éclairage public protège la biodiversité / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 151, 02/2014, p. 56-57

Dans le cadre de son partenariat public privé avec Bouygues énergies et services, la Ville de Valenciennes vient de signer la Charte de l'Eclairage Durable Noé conservation pour la protection de la biodiversité. Une première en France. Illustration de cet engagement, la nouvelle mise en lumière du parc de la Rhônelle.

Maladies et ravageurs émergents sur les arbres / HADDAD YAEL

TECHNI.CITES, n° 264, 23/02/2014, p. 19-21

http://www.territorial.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/22676/TPL_CODE/TPL_REVUE_ART_FICHE/PAG_TITLE/Maladies+et+ravageurs+%E9mergents+sur+les+arbres/48-technicites.htm

Ces dernières années, plusieurs maladies et ravageurs de première importance, dommageables non seulement pour la santé des arbres d'ornement mais aussi potentiellement pour la santé humaine, ont fait leur apparition ou se sont développés avec plus de virulence. Tour d'horizon des problèmes majeurs et des solutions à apporter.

Fabrice Jan : l'écopâturage, ça marche ! / POINAS SEGOLENE

TECHNI.CITES, n° 264, 23/02/2014, p. 56

À la tête du service espaces verts de la ville de Cesson- Sévigné (Ille-et-Vilaine), Fabrice Jan prouve l'efficacité des pratiques écologiques, notamment de l'écopâturage.

Environnement : Angers, Nantes et Limoges sur le podium des villes les plus vertes de France

LESECHOS.FR, 19/02/2014

<http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/energie-environnement/actu/0203326130536-environnement-angers-nantes-et-limoges-sur-le-podium-des-villes-le-plus-vertes-de-france-651536.php>

Selon le premier palmarès établi par l'Union nationale des entreprises du paysage (Unep), Angers, Nantes et Limoges sont les villes les plus vertes de France. L'Hexagone apparaît coupé en deux : neuf des dix premières villes du classement appartiennent à la moitié nord du pays.

Urbanisme - Les écoquartiers tiennent enfin leurs promesses / FARRUGIA-TAYAR CLAUDINE, LESQUEL EMMANUELLE

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2209, 17/02/2014, p. 19-24

Des objectifs ambitieux, mais des choix parfois empiriques : sobriété énergétique, gestion intelligente des eaux et déchets... vertueux sur le papier, les premiers écoquartiers ont souvent été conçus sans référentiel. Un label existe depuis fin 2012.

- des expériences : Trilport (Seine-et-Marne) ; Mellé (Ille-et-Vilaine) ; Vélizy-Villacoublay (Yvelines) ; faux-la-Montagne (Creuse)

- « Le territoire doit s'approprier les leviers de la transition énergétique » - Selon Thierry Vincent, responsable « développement et prospective » à l'Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies en Ile-de-France, l'écoquartier cède la place à la « ville intelligente ».

<http://www.certu-catalogue.fr/quels-espaces-publics-pour-les-ecoquartiers.html>

<http://www.certu-catalogue.fr/urbanisme-et-habitat/projets-urbains-et-quartiers-durables.html?p=1>

Hénin-Carvin : les terrils du parc des îles passent au vert / BURIE ERIC

PAYSAGE ACTUALITES, n° 366, 01/02/2014, p. 22-23

En lieu et place des anciennes cokeries de Drocourt, une plateforme de loisirs et de nature agit comme un pivot de renouvellement urbain, à la frange de la communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin, dans le Nord-Pas-de-Calais.

Décret n° 2014-45 du 20 janvier 2014 portant adoption des orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques

JOURNAL OFFICIEL, n° 18, 22/01/2014

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028499481&fastPos=1&fastReqId=1208486894&categorieLien=id&oldAction=rechTexte>

Le document-cadre adopté par le présent décret contient deux parties :

— une première partie relative aux choix stratégiques précisant les définitions, les objectifs et les grandes lignes directrices pour la mise en œuvre de la trame verte et bleue ;

— une seconde partie constituant le guide méthodologique précisant les enjeux nationaux et transfrontaliers pour la cohérence écologique de la trame verte et bleue à l'échelle nationale, les éléments méthodologiques propres à assurer la cohérence des schémas régionaux en termes d'objectifs et de contenu, et un volet relatif à l'élaboration des schémas régionaux dans les départements d'outre-mer.

http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/20131008_doc_cadre_ONTVB.pdf

4.2 Environnement

Les substances prioritaires : ce que change la nouvelle directive de 2013 / FUR Solène Le

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 1/2, 2014, p. 19-21

Une nouvelle directive (2013/39/UE) parue au journal officiel de l'Union européenne en août 2013 bouleverse quelque peu les actions engagées sur les substances prioritaires et le suivi de l'état des masses d'eau en introduisant notamment 12 nouvelles substances prioritaires à la liste déjà existante de la directive cadre sur l'eau.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/-La-lutte-contre-les-pollutions-.html>

Plantes exotiques envahissantes : les professionnels se mobilisent / Plante et cité

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 151, 02/2014, p. 10-11

Posant à la fois des problèmes pour l'environnement et la santé humaine, les plantes invasives représentent un enjeu pour les professionnels du végétal, qui doivent gérer, en première ligne, leur propagation, leur contrôle et, le cas échéant, leur éradication. En 2012, une enquête de Plante et cité révélait une véritable attente de la part des professionnels qui souhaitent disposer d'outils performants pour limiter le développement des plantes invasives. En 2013, la présence d'autres acteurs est venue structurer davantage la démarche.

Citronniers, manguiers, palmiers : Menton, une exception subtropicale / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 151, 02/2014, p. 24-26

Connue pour ses collections d'agrumes, et bénéficiant d'une situation exceptionnelle, la Ville de Menton a su tout mettre en œuvre pour devenir une véritable ville-jardin. S'ils ont vocation à améliorer le cadre de vie des habitants, les parcs et jardins de Menton font aussi partie intégrante de la stratégie touristique de la Ville, dont la population triple en période estivale. Dans un environnement verdoyant, les jardiniers de Menton introduisent chaque année de nouvelles espèces botaniques, tout en respectant les principes du développement durable. Curiosité, efficacité et motivation : voici les mots d'ordre qui ont conduit Menton à l'excellence !

Ilots végétalisés : outils pour la biodiversité et le paysage / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 151, 02/2014, p. 52-53

Permettant de recréer des écosystèmes dans les lacs, plans et cours d'eau, les ilots et radeaux végétalisés peuvent se présenter sous différentes formes. Qu'ils disposent d'une structure solide ou qu'ils se composent d'une structure flexible associée à un système de flotteurs, ils rendent un service écosystémique considérable tout en apportant une plus-value au paysage.

Police de l'environnement et ICPE : simplification et harmonisation / DELORNE GUY

FICHES PRATIQUES TECHNIQUES, n° 176, 02/2014, Ref 10/66

Depuis le 1er juillet 2013, les dispositifs mis à disposition de la police administrative et de la police judiciaire pour les contrôles et les sanctions ont considérablement évolué. L'objet de cette fiche est de présenter les mesures d'harmonisation et de simplification, notamment pour les ICPE.

Transition écologique : le gouvernement a publié les lettres de cadrage 2014 / LENORMAND ANNE

LOCALTIS.INFO, 21/02/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&did=1250264226516&cid=1250266683698>

Les lettres de cadrage 2014 pour la transition écologique envoyées par Jean-Marc Ayrault à chacun des ministres ont été publiées le 19 février. Elles déclinent les engagements de la feuille de route issue de la conférence environnementale de septembre dernier.

Le jardin thérapeutique se construit avec les soignants / BOUCQ ISABELLE

LIEN HORTICOLE, n° 874-875, 19/02/2014, p. 10-11

L'entreprise lorraire Pauchard s'est lancée, depuis près de trois ans, dans une vaste réflexion sur les jardins à visée thérapeutique. Ayant analysé les études sur leurs bienfaits, l'offre, les besoins et le marché potentiel, elle a créé Terramie, une entité dédiée, et compte aujourd'hui plusieurs réalisations à son actif.

Loi MAPAM : la nouvelle carte des compétences en matière d'environnement et de transports

LOCALTIS.INFO, 17/02/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266653380&cid=1250266626324>

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite Mapam, a apporté de nombreux changements dans l'exercice des compétences des différents niveaux de collectivités dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et des transports. Elle introduit aussi de nouvelles responsabilités en matière de gestion des milieux aquatiques ou d'organisation de la mobilité, notamment. Gros plan sur ces modifications qui méritent d'être explicitées.

Extinction nocturne des vitrines, façades et bureaux : un premier bilan en demi-teinte / LENORMAND ANNE

LOCALTIS.INFO, 14/02/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250266644295>

Sept mois après l'entrée en vigueur de l'arrêté rendant obligatoire l'extinction nocturne des vitrines, façades et bureaux, l'Association nationale pour la protection du ciel et de l'environnement (ANPCEN) a publié le 13 février un premier bilan de son application dans les territoires et par grands types d'acteurs. Après un état des lieux réalisé par quelque 70 correspondants dans plusieurs villes françaises entre l'automne 2013 et février 2014, l'association, qui sera reçue prochainement au ministère de l'Ecologie, constate "de vrais progrès", avec des bâtiments désormais éteints la nuit, mais aussi "de réelles inerties, ni contrôlées, ni sanctionnées".

http://www.anpcen.fr/docs/20140213124746_9c8sk3_doc112.pdf

400 études d'impact passées au crible de l'Autorité environnementale depuis 2009 / LENORMAND ANNE

LOCALTIS.INFO, 14/02/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250266646379>

Créée pour examiner les études d'impact des grands projets nationaux tels que les lignes à grande vitesse ou les installations de production d'énergie mais aussi des plans et programmes (contrats de développement territorial du Grand Paris ou plan de prévention des déchets, par exemple), l'Autorité environnementale a présenté le 13 février le bilan de ses cinq premières années d'existence. Depuis 2009, elle a rendu 400 avis dont 131 pour la seule année 2013. Sur les 400 études d'impact qui lui ont été soumises par des maîtres d'ouvrage, elle en a recalé environ une vingtaine, soit 5%, au moment de l'avis ou en cours d'instruction, a indiqué son président Michel Badré. http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=169

Les tourbières, des espaces méconnus à préserver / DESCAMPS OLIVIER

TECHNI.CITES, n° 263, 08/02/2014, p. 22-23

Puits de carbone, zones humides participant à l'équilibre hydraulique, nids de biodiversité, les tourbières méritent une attention particulière. Pour les aménageurs, gare en particulier à ne pas reproduire les erreurs du passé. Au risque d'en payer le prix fort.

Coup d'accélérateur vers le "zérophyto" / VIDRIL VALERIE

LIEN HORTICOLE, n° 872, 05/02/2014, p. 4

Zones non agricoles : l'assemblée nationale a adopté la proposition de loi encadrant l'usage des produits phytosanitaires à l'horizon 2020-2022.

La proposition de loi du sénateur Joël Labbé, adoptée définitivement le 23 janvier, interdit à partir du 1er janvier 2020, l'usage des produits pharmaceutiques par les personnes publiques pour l'entretien des espaces verts, promenades, forêts, accessibles ou ouverts au public et relevant de leur domaine public ou privé.

Loi dite MAPAM et gestion des milieux aquatiques

RESEAU REGIONAL DES GESTIONNAIRES DES MILIEUX AQUATIQUES PACA, 03/02/2014

<http://www.rgma-paca.org/accueil/bienvenue-sur-le-reseau-regional-des-gestionnaires-de-milieux-aquatiques/loi-dite-mapam-et-gestion-des-milieux-aquatiques-507.html>

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (premier des trois textes de loi de décentralisation prévus ...) a été publiée au journal officiel du 27 janvier 2014. Les articles 56 à 59 du texte (anciennement 35 B,C,D et E) abordent très largement la question de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations.

http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/action_publicque_territoriale_metropoles.asp

Biodiversité marine : une appli au secours des herbiers / TUBIANA FABIAN

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1724, 01/02/2014, p. 29

En localisant les herbiers de posidonies, l'application Donia facilite le mouillage écologique.

Le plateau de Saclay protégé à 90 % / VERHAEGHE LAURE

VALEURS VERTES, n° 126, 01/02/2014, p.4-5

C'est l'aboutissement de longues années de négociations et d'engagements : 2400 hectares du plateau de Saclay sont désormais protégés ! Nous avons consacré un reportage (Valeurs vertes n°115, mars/avril 2012) au combat mené par les associations locales pour préserver de l'urbanisation ces terres agricoles menacées par l'un des projets-phares du Grand Paris. Paru au JO le 31/12/2013, le décret instituant la première "zone de protection naturelle, agricole et forestière" (ZPNAF) de France préserve près de 90 % du plateau de Saclay, rendus ainsi inconstructibles.

L'Ecotron, à l'avant-garde de l'écologie scientifique / VERHAEGHE LAURE

VALEURS VERTES, n° 126, 01/02/2014, p. 24-28

Au milieu des vignes, à quelques kilomètres de Montpellier, un bâtiment coiffé de 12 serres aiguise la curiosité. Pourquoi faire pousser des plantes sur ce toit ? Sous les serres, une installation unique au monde effectue une infinité de mesures pour mieux comprendre le fonctionnement des écosystèmes. Bienvenue à l'Ecotron.

Traitements phytosanitaires : ce qui change pour les collectivités / HADDAD YAEL

PAYSAGE ACTUALITES, n° 366, 01/02/2014, p. 44

Jusqu'ici épargnées par les directives du plan Ecophyto, les agents des services des collectivités territoriales vont devoir se mettre en conformité, avant le 1er octobre 2014, et posséder un certificat d'applicateur ou d'applicateur opérationnel.

Philippe Martin pose le principe d'un "pacte de responsabilité écologique" / LENORMAND ANNE

LOCALTIS.INFO, 30/01/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250266558609>

Après Cécile Duflot (lire notre article du 21 janvier 2014), Philippe Martin a évoqué à son tour, la "social-écologie", "ce nouveau modèle [...] intrinsèquement lié au progrès social", lors de ses vœux à la presse et aux représentants institutionnels le 29 janvier. Un progrès dont la définition doit évoluer, et être "fondée sur une 'nouvelle alliance' entre citoyens, science et industrie". Le ministre de l'Ecologie a décliné également le "pacte de responsabilité" de François Hollande, visant à "donner plus de robustesse à la confiance réciproque entre tous les acteurs" du dialogue environnemental.

Le SRCAE : un engagement durable pour l'environnement

<http://www.regioncentre.fr/accueil/lavenir-de-ma-region/climat-air-et-energie/srcae.html>

L'État et la Région Centre ont élaboré conjointement le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE) conformément à la loi Grenelle II n°2010-788 du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement. Ce Schéma a été adopté par arrêté préfectoral n°12.120 du 28 juin 2012 après délibération favorable de l'assemblée délibérante du Conseil régional lors de sa séance du 21 juin 2012. Au regard des engagements pris par la France depuis plusieurs années, à l'échelle mondiale, européenne ou nationale, le SRCAE est destiné à définir les grandes orientations et objectifs régionaux, en matière de :

- maîtrise de la consommation énergétique,
- réduction des émissions de gaz à effets de serre,
- réduction de la pollution de l'air,
- valorisation du potentiel d'énergies renouvelables de la région,
- adaptation aux changements climatiques.

4.3 Déchets et propreté

Méthanisation-compostage. Une filière en quête de stabilisation / BRASSEUR GREGORY

TRAVAIL ET SECURITE, n° 747, 02/2014, p. 40-42

[http://www.travail-et-securite.fr/archivests/archivests.nsf/\(alldocparref\)/TS747Comple1_1/\\$file/TS747Comple1.pdf?openelement](http://www.travail-et-securite.fr/archivests/archivests.nsf/(alldocparref)/TS747Comple1_1/$file/TS747Comple1.pdf?openelement)

Exposition aux poussières inhalables et aux gaz, efficacité des dispositifs de ventilation. A Vannes, les évaluations menées sur ces deux thèmes dans l'usine de méthanisation et de compostage des déchets ménagers ont conduit la Carsat Bretagne à demander certains aménagements. Un travail sur le long terme, mené avec les acteurs d'une filière encore jeune.

Mobiliser les entreprises à valoriser leurs déchets ménagers / VILLE FREDERIC

Maires de France, n° 310, 02/2014, p. 52-53

Cadre juridique, expériences et outils pour inciter les entreprises à valoriser leurs déchets banals.

Déchets : actualiser les consignes de tri des papiers / NEDEY FABIENNE

Maires de France, n° 310, 02/2014, p. 55

Les consignes de tri des papiers ont évolué : ce ne sont plus uniquement les journaux, revues et magazines qui sont concernés comme indiqué encore trop souvent. Les collectivités doivent actualiser leur communication sur ce thème et la soumettre auprès de l'éco-organisme Eco-Folio, qui propose aux adhérents un dispositif de financement.

Les nouvelles voies du recyclage textile / Roussel Laure

ENVIRONNEMENT MAGAZINE SUPPLEMENT HEBDOMADAIRE, 24/02/2014, p.9

Trouver des débouchés, lever les verrous techniques et économiques, proposer des solutions viables : tels sont les principaux objectifs de la Vallée du recyclage textile.

Traitement des déchets : maximisez vos recettes ! / MAINCENT GUILLAUME

TECHNI.CITES, n° 264, 23/02/2014, p. 27-32

A-t-on les moyens de nos ambitions dans le domaine du traitement des déchets ? Faire toujours plus et toujours mieux est certes louable. Mais les collectivités locales qui en ont la charge ont atteint la limite du financièrement supportable. Voici quatre pistes pour maximiser vos recettes et ainsi couvrir vos coûts.

Mayotte se met au tri / DESCAMPS OLIVIER

TECHNI.CITES, n° 264, 23/02/2014, p. 37

Vingt ans après la métropole, le cinquième département d'Outre-mer s'équipe d'îlots de collecte. Ici, pas de tensions entre les collectivités et Eco-emballages. C'est l'organisme qui prend en charge le dispositif et qui en assume 100% des coûts.

Association des villes pour la propreté urbaine / POINAS SEGOLENE

TECHNI.CITES, n° 264, 23/02/2014, p. 59

L'Association des villes pour la propreté urbaine développe une réflexion sur l'évaluation de la propreté, et, en amont, sur l'appropriation de l'espace public par les usagers.

<http://www.avpu.fr>

Déchets : la Cour salue les progrès en matière de prévention et de stabilisation des coûts mais demande une gestion plus locale / GARRIGUES ARNAUD

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 11/02/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/220297/dechets-la-cour-salue-les-progres-en-matiere-de-prevention-et-de-stabilisation-des-couts-mais-demande-une-gestion-plus-locale/>

Dans son rapport annuel 2014, la Cour des comptes est revenue sur le sujet de la gestion des déchets ménagers, pour observer les suites données à son rapport thématique de septembre 2011. Et le bilan est plutôt bon, les magistrats ayant salué les progrès réalisés en matière de recyclage, de réduction des mises en décharge et de stabilisation des coûts. La Cour insiste néanmoins sur la nécessité de traiter localement les déchets et souligne que sur les 30 recommandations qu'elle avait effectuées, seule une dizaine a été appliquée.

Paris va-t-elle revenir à la consigne? / DESCAMPS OLIVIER

TECHNI.CITES, n° 263, 08/02/2014, p. 32

Le Conseil de Paris a émis le vœu de généraliser la consignation des bouteilles de verre et de plastique à partir du 1er juillet prochain. Une manière de doper le réemploi et d'améliorer le taux de collecte selon les uns. Un risque de déstabilisation de la filière recyclage pour les autres.

Gestion des déchets : des sénateurs mettent en garde sur la tarification incitative / LENORMAND ANNE

LOCALTIS.INFO, 06/02/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266601865&cid=1250266600823>

Le 29 janvier, Jean Germain et Pierre Jarlier ont présenté devant la commission des finances du Sénat un rapport d'information sur le bilan et les perspectives d'évolution de la redevance et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, dites Reom et Teom. Les deux sénateurs préconisent notamment que la mise en œuvre d'une tarification incitative des déchets reste facultative pour les collectivités locales.

DÉCHETS : les collectivités remontées contre le rapport de la Cour des comptes sur Eco-Emballages / GARRIGUES ARNAUD

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 03/02/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/218496/les-collectivites-remontees-contre-le-rapport-de-la-cour-des-comptes-sur-eco-emballages/>

Des fuites à propos du rapport de la Cour des comptes sur Eco-Emballages sont venues mettre de l'huile sur le feu, à quelques jours d'une décision gouvernementale importante sur le financement de la collecte sélective et du tri des déchets d'emballages ménagers. Ce rapport, qui va dans le sens de l'éco-organisme, remet en cause le principe d'une clause de revoyure et le paiement d'une enveloppe supplémentaire comprise entre 80 et 300 millions d'euros aux collectivités. Ces dernières ne l'entendent pas de la même manière...

http://www.ecoemballages.fr/sites/default/files/documents/cour_des_comptes-observations.pdf

Extension des consignes de tri : chacun son rythme / MONCEL Catherine

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1724, 01/02/2014, p. 12

Pour traiter de nouveaux emballages, les centres de tri devront être modernisés.

Déchets organiques : Morlaix composte à grande échelle / CANTO ALBANE

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1724, 01/02/2014, p. 26

La communauté d'agglomération de Morlaix teste un plan communal de compostage, avec Plourin-lès-Morlaix comme commune pilote.

Comment lutter contre les dépôts sauvages de déchets ? / CANTO ALBANE

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1724, 01/02/2014, p. 58

Face à de vieux matelas ou de l'électroménager abandonnés sur la voirie, les communes ne restent pas les bras croisés. Leur stratégie pour lutter contre ces dépôts sauvages de déchets associe ramassage immédiat et prévention. Et recherche de nouvelles solutions.

5. Transversal Services Techniques Territoriaux

Les services techniques : des ressources à partager / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 151, 02/2014, p. 27

A Thourotte, dans l'Oise, les services techniques de la Communauté de Communes des Deux Vallées interviennent sur des thématiques variées, et renforcent l'équilibre du territoire, notamment en ce qui concerne l'accès des communes rurales à des ressources techniques et matérielles. Prêt de matériel, achats groupés, formations communes : l'intercommunalité remplit parfaitement sa mission !

Urbanistes-ingénieurs, une coproduction dans l'intérêt des territoires / MENU STEPHANE

TECHNI.CITES, n° 264, 23/02/2014, p. 12-13

Parfois accusés de « planer », les urbanistes associent de plus en plus en amont les professions techniques de la ville, ou vice-versa, pour répondre à la complexification de cette dernière. Si la ville du futur sortira toujours des cerveaux inventifs des urbanistes, elle doit relever deux défis techniques : proposer des usages plus « intelligents » et être moins énergivore. Plus que jamais, urbanistes et ingénieurs sont sommés d'avancer ensemble.

Loi MAPAM : la nouvelle carte des compétences en matière d'environnement et de transports

LOCALTIS.INFO, 17/02/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266653380&cid=1250266626324>

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite Mapam, a apporté de nombreux changements dans l'exercice des compétences des différents niveaux de collectivités dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et des transports. Elle introduit aussi de nouvelles responsabilités en matière de gestion des milieux aquatiques ou d'organisation de la mobilité, notamment. Gros plan sur ces modifications qui méritent d'être explicitées.

Ingénieur territorial : quel degré d'expertise? / VERNE PASCALE

TECHNI.CITES, n° 263, 08/02/2014, p. 55

Manier les subtilités du management, assurer la gestion financières, piloter et suivre des dossiers complexes, mettre en œuvre son expertise, etc. : toutes ces compétences sont nécessaires pour assurer l'encadrement stratégique demandé aux ingénieurs de la fonction publique territoriale. Un éventail plus large que dans le secteur privé, même pour les jeunes ingénieurs qui vont pouvoir y assurer des missions de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage, mais aussi avoir des responsabilités de management et de gestion.

Les 11 lettres d'information documentaire thématiques mensuelles, proposées par le réseau des documentalistes du CNFPT, traitent des informations relatives aux champs de l'action publique locale :

1. Action éducative et sport
2. Aménagement et développement durable des territoires
3. Culture
4. Droit public, collectivités territoriales, citoyenneté, achat public
5. Finances et gestion locale
6. Formation professionnelle, ingénierie de formation, pédagogie
7. Information, systèmes d'information
8. Sécurité, police municipale
9. Sécurité, sapeurs-pompiers et risques majeurs
10. Services techniques urbains et infrastructures publiques
11. Solidarité, cohésion sociale, enfance (lettre bimensuelle)

L'objectif de ces lettres est de fournir au lecteur une veille documentaire et de lui fournir des informations issues de la presse, de publications professionnelles et du web.

Les référents-documentalistes de ces lettres sont :

Brigitte BONIN (lettres n°6 et 7), Chantal COUPIGNY (lettre n° 2), Florence FLEURY (lettre n°4), Bérangère GODEMENT (lettres n°11), Hélène JURAIN (lettre n°3), Catherine LE QUERRE (lettre n°5), Annie MOREAU (lettres n°8 et 9), Fabienne ODILE (lettre n°10), Dorothée PLARD (lettre n°1).

D'autres thématiques viendront prochainement enrichir cette veille :

- Communication
- Europe, coopération internationale
- Fonction publique territoriale, statut
- Santé